

# Emmanuel Berl

## La fin de la III<sup>e</sup> République



COLLECTION  
FOLIO HISTOIRE

Emmanuel Berl

# La fin de la III<sup>e</sup> République

*précédé de « Berl, l'étrange témoin »  
par Bernard de Fallois*

*Dossier réuni par Bénédicte Vergez-Chaignon*

Gallimard

Cette édition a précédemment paru dans la collection  
« Témoins » dirigée par Pierre Nora.

© *Éditions Gallimard, 1968*  
*pour La fin de la III<sup>e</sup> République.*  
© *Éditions Gallimard, 2007, pour la présente édition.*

Historien, journaliste, romancier et essayiste, Emmanuel Berl (1892-1976) fut l'ami de Proust, d'Aragon et de Drieu la Rochelle, et le fondateur de l'hebdomadaire *Marianne*. L'Académie française lui décerna en 1967 le Grand Prix de littérature.



## NOTE DE L'ÉDITEUR

*La fin de la III<sup>e</sup> République* avait paru en mai 1968 dans la collection « Trente journées qui ont fait la France ». Ce livre reparaît aujourd'hui dans la collection « Témoins », qui n'existait pas à l'époque et semble son cadre le meilleur.

Il est inutile de préciser que le texte d'Emmanuel Berl demeure inchangé. Toutefois, le passage du temps et celui d'une collection à une autre, plus personnelle, a conduit à lui donner de nouvelles annexes, établies, comme les notes, par Bénédicte Vergez-Chaignon.

Je remercie Bernard de Fallois, l'éditeur et présentateur des *Essais* d'Emmanuel Berl, d'y avoir ajouté une préface.

PIERRE NORA (2007)





## BERL, L'ÉTRANGE TÉMOIN

*par Bernard de Fallois*

« L'Histoire de France est pour les Français un énorme magasin de rancunes, un arsenal d'arguments qu'ils se jettent à la tête les uns des autres. »

S'il est vrai que nous avons tendance, comme le dit Emmanuel Berl, à nous diviser toujours en deux camps hostiles, on peut être assuré que ce livre n'encouragera pas une aussi fâcheuse habitude.

Il risquerait plutôt de déplaire aux deux camps, aux partisans du maréchal Pétain comme à ses adversaires — ce qui serait une façon, pour une fois, de les mettre d'accord.

On peut difficilement mettre en doute l'impartialité de l'auteur.

Sur les bancs de l'Assemblée, on trouve quelques rares parlementaires qui, n'ayant pas envie d'adhérer à un parti politique, préfèrent siéger sous l'étiquette « non-inscrits ».

Berl est le « non-inscrit » des historiens français.

Publié pour la première fois en 1968 dans une collection intitulée « Trente journées qui ont fait la France », son livre est réédité aujourd'hui chez le

même éditeur, mais dans une autre collection. Est-ce à cause du sujet ? Est-ce à cause de l'auteur ? Ou y a-t-il une autre raison ?

Il est vrai que la journée choisie pouvait difficilement être considérée comme une de celles qui ont « fait la France ».

Le 10 juillet 1940, l'Assemblée nationale fut convoquée au Grand Casino de Vichy. Le gouvernement, après avoir quitté Bordeaux pour Clermont-Ferrand, venait de s'installer dans cette petite ville d'eaux. On avait entendu la veille le discours d'Édouard Herriot, président de la Chambre, et celui de Jules Jeanneney, président du Sénat. On écouta celui de Pierre-Étienne Flandin, auquel répondit Pierre Laval. On étudia le projet de loi présenté par le gouvernement et le contre-projet présenté par les Anciens Combattants. Puis on passa au vote. À une écrasante majorité — 569 sur 649 votants —, les députés et les sénateurs approuvèrent la motion de Pierre Laval donnant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

Le moment était historique. Le Parlement venait d'abolir le Parlement. La III<sup>e</sup> République avait voté la mort de la République.

Paradoxe ultime : la Chambre qui venait de se saborder ainsi était largement celle-là même qui avait été élue en avril 1936, la Chambre du Front populaire.

En demandant à Emmanuel Berl d'écrire le récit de cette dernière séance, l'éditeur faisait en quelque sorte coup double.

Il poursuivait une belle entreprise éditoriale, dans laquelle il se proposait de nous faire revivre,

du baptême de Clovis à la Libération de Paris, les grandes heures de l'Histoire de France.

L'idée était séduisante, et bien faite pour plaire à un pays qui a le goût des commémorations, cultive les anniversaires, les célèbre régulièrement, en crée de nouveaux chaque fois qu'il en a l'occasion. C'est un trait du narcissisme français.

Mark Twain disait plaisamment qu'on pourrait donner une idée assez juste d'un discours politique dans notre pays en commençant ainsi :

« Si l'homme du 2 décembre n'avait pas existé, le 27 février fatal n'aurait pas eu lieu, le 30 janvier n'aurait pas fait couler tant de larmes amères, le 18 septembre aurait été épargné à la France. Mais nous devons nous consoler de ce triste spectacle en songeant que, si le 2 décembre n'avait pas eu lieu, il n'y aurait pas eu non plus de 13 mars. »

Pourtant, quelle que soit notre passion des « dates historiques », celle du 10 juillet 1940 ne s'est pas inscrite durablement dans la mémoire nationale.

Peut-être parce qu'elle n'était pas glorieuse, n'ayant même pas pour elle la sombre grandeur de certaines de nos défaites ?

Peut-être aussi parce que ceux qui y participèrent ne tenaient pas tellement à ce qu'on en gardât le souvenir ?

Peut-être enfin parce que, pour la plupart des gens, le sort de la III<sup>e</sup> République n'avait plus aucune importance. Depuis une quinzaine de jours, très exactement depuis que l'armistice avait été signé, la question du régime ne se posait plus.

En d'autres circonstances, cette crise aurait occupé les esprits. Par comparaison avec ce qui

venait de se passer, elle était insignifiante. Même pour les promeneurs qui devisaient dans les jardins du Grand Casino, ce n'est pas autour de cela que tournaient les conversations. On s'intéressait au sort des prisonniers — deux millions —, au retour des réfugiés — entre six et sept millions. On commentait le drame de Mers el-Kébir. On se demandait s'il était possible et prudent de rentrer à Paris.

Mais savoir si telle motion l'emporterait sur telle autre, et comment serait confirmé le pouvoir du Maréchal, n'intéressait personne.

La III<sup>e</sup> République est morte sans gloire et dans l'indifférence générale.

Ajoutons ce que tout le monde sait : que les Français n'ont jamais beaucoup aimé leur République. Pour une grande partie d'entre eux, elle n'avait de République que le nom. C'était une République « bourgeoise », qui ne servait que les intérêts de quelques-uns. Pour beaucoup d'autres, elle était faite de ces « politiciens », qui depuis longtemps leur inspiraient — comme Charles Maurras et Charles de Gaulle ne se sont pas gênés pour le dire (et Clemenceau aussi, à la fin de sa vie) — une défiance constante et un total mépris.

Ce sentiment très vif l'était encore plus au mois de juillet 40, où l'on ne manquait pas d'attribuer au régime le désastre qui venait de se produire.

Mais tout cela, l'éditeur ne l'ignorait pas. Ce qui ferait l'intérêt du livre, pour lui, c'était moins cette journée du 10 juillet que l'habituelle question des historiens : « Comment en sommes-nous arrivés là ? », et la personnalité de celui qui allait répondre à cette question, c'est-à-dire Emmanuel Berl.

\*

Le livre parut en 1968 (en mai 68!) et ne fit pas grand bruit. Les esprits étaient ailleurs. L'auteur, un peu oublié.

De Berl, en 1968, que sait-on? Presque rien. Une rumeur. Un soupçon.

Le très brillant et très répandu journaliste de l'entre-deux-guerres, qui connaissait tout le monde et que tout le monde connaissait, dans la littérature aussi bien que dans la politique, le mari de Mireille, l'ami de Sacha Guitry, le petit-cousin de Proust et de Bergson, a quitté la scène depuis longtemps. Il a maintenant soixante-quinze ans. Il habite toujours dans son Palais-Royal inchangé. Mireille et son piano sont dans la pièce voisine, mais Cocteau n'est plus là, qui vivait au-dessous, ni Colette, qui vivait en face. Cocteau, Colette: vers et prose, deux phares ultimes, les derniers à scintiller dans l'ombre qui commence à s'étendre sur cet autre jardin déserté, les lettres françaises.

Un fossé sépare Berl des jeunes gens nés au lendemain de la guerre et à qui les titres des grands journaux de l'avant-guerre, *Gringoire*, *Candide*, *Marianne*, *Vendredi*, ne disent plus rien. Le désintérêt du passé est un des signes de la nouvelle génération.

La sienne a été mise hors jeu. Il le sait et ne se plaint pas. On pourrait dire de lui ce qu'il a dit de Chamfort, son double fraternel des temps troublés, Chamfort à qui il ressemble tant, l'amertume

en moins (mais c'est beaucoup !): « Il a accepté et organisé sa solitude. »

Paris, frivole, ne le connaît plus. C'est à peine si, quand on interroge à son sujet, on s'entend répondre: « Berl? Ne serait-ce pas ce journaliste qui, quoique juif, a écrit les discours de Pétain? »

Mais pour ceux qui en savent un peu plus, le personnage est infiniment plus important.

C'est d'abord un des essayistes les plus brillants et l'un des meilleurs écrivains qui aient publié dans les années cinquante. *Histoire de l'Europe, Sylvia, Présence des morts, Rachel et autres grâces* lui ont valu une nouvelle réputation.

Cette réputation a considérablement diminué en volume, elle a considérablement augmenté en qualité.

C'est aussi un cas exemplaire. Spectateur engagé, mais beaucoup plus engagé que spectateur, Berl n'avait cessé de combattre tous ceux qui, à ses yeux, pouvaient nous entraîner dans la guerre. Il a été résolument pacifiste. Il a approuvé les accords de Munich. Il a prêté sa plume au maréchal Pétain.

Résultat: Pétain est mort à l'île d'Yeu, condamné pour intelligence avec l'ennemi. Munich est devenu le symbole de la honte, de la lâcheté, pour ne pas dire de la trahison. Les pacifistes sont accusés d'avoir ouvert la route à Hitler.

L'Histoire, apparemment, avait donné tort à Berl sur toute la ligne. Comment réagirait-il, au moment de revisiter ces semaines d'épreuves? Verrait-il ces spectres se dresser devant lui? Résisterait-il à l'envie de se justifier? Saurait-il rester impartial?

Le récit du polémiste devenu historien promettait d'être captivant.

Et il le fut. Il l'est encore. Soixante-dix ans plus tard, alors que les protagonistes ont disparu et que les passions se sont refroidies, laissant la place à des images d'Épinal, *La Fin de la III<sup>e</sup> République* reste une des meilleures lectures que l'on puisse faire pour revivre l'année 40, un livre dont toutes les pages sont criantes de vérité.

Pourtant il faut bien reconnaître que ce grand livre n'est pas le livre d'un historien. C'est une chronique, c'est une galerie de portraits, c'est une réflexion sur la France, ce sont les souvenirs d'un mémorialiste, c'est l'œuvre d'un moraliste supérieurement doué et sympathique, mais ce n'est pas un livre d'histoire.

Que s'est-il passé ?

Berl l'a raconté, et l'expérience, comme toujours avec lui, va plus loin que l'anecdote personnelle.

Ayant accepté de traiter le sujet, il avait commencé par faire ce qu'on doit faire quand on veut « traiter le sujet ». Il s'était informé. Il en savait beaucoup, il voulut en savoir plus. Il lut tout ce qu'on pouvait lire, les études, les thèses, les correspondances, les comptes rendus de procès. Il remonta jusqu'aux Mémoires de la guerre précédente.

Or, à mesure qu'il avançait dans son enquête, il sentait la matière de son livre lui échapper. Tout ce qui était assez clair devenait obscur. Comme si le sol se dérobaît sous ses pieds !

C'est alors qu'après quelques mois de vains

efforts il renonça à la démarche de l'historien et se résigna — oui, se résigna — à laisser se dérouler le fil de ses souvenirs.

Et soudain tout s'ordonnait. Chaque épisode du drame reprenait vie, alors que, soumis à l'examen de l'analyse historique, il était devenu faux. Berl pouvait de nouveau avancer, comme s'il avait remis les pieds sur terre.

Est-ce parce que les conditions du savoir historique n'étaient pas réunies ? Parce qu'il n'avait pas le recul nécessaire ? Parce que beaucoup d'archives n'étaient pas encore accessibles ?

Ou bien est-ce parce que — hypothèse pénible à formuler pour quelqu'un qui avait tant aimé l'Histoire — *l'essentiel échappe à l'Histoire* ?

Toujours est-il que, sacrifiant allégrement des pans entiers de la fresque, Berl décida de se présenter devant nous en simple témoin.

\*

Mais quel témoin !

Sur tous les autres, il a un avantage indéniable. Il connaît de longue date tous les protagonistes du drame qui est en train de se jouer. Il est l'ami de plusieurs d'entre eux. Depuis des années, commentant chaque semaine les crises qui se succédaient, il a discuté leurs décisions, ils lui ont répondu. Il est reconnu comme un journaliste et un essayiste de grand poids. Il connaît les entourages. On fait souvent appel à lui. On s'étonne, par exemple, qu'il ait écrit les discours de Pétain. Mais ne lui a-t-on pas demandé, trois semaines plus tôt, de faire un



projet de discours pour Paul Reynaud ? C'était au lendemain de la capitulation du roi des Belges, et c'est Dominique Leca qui le lui avait demandé. Pour celui de Pétain, ce fut à la demande d'Yves Bouthillier. Bouthillier et Leca sont tous les deux des membres du cabinet de Reynaud.

Reynaud refusa d'ailleurs le texte de Berl, et sans doute il eut tort. Le réquisitoire par lequel il le remplaça devait lui revenir en boomerang trois semaines plus tard. Quand on commence à dénoncer des boucs émissaires, on ne met pas longtemps à devenir bouc émissaire soi-même. Il est bien dommage que le discours de Berl n'ait pas été conservé. Il faisait sûrement preuve de plus de compréhension et d'indulgence vis-à-vis du roi des Belges que ne le fit Reynaud. Flétrir la « honteuse capitulation » du roi des Belges ne rendait pas très logique, trois semaines plus tard, l'idée de partir avec le gouvernement pour Alger tandis que nos armées capituleraient sans conditions dans la métropole.

Berl n'a jamais rencontré Pétain, mais il lui est arrivé d'écrire, plusieurs mois avant la guerre, que seule l'autorité de ce grand chef pouvait être à la hauteur de la crise que la France allait affronter. Sur cette crise, c'est lui qui a eu l'idée d'associer, avant la guerre aussi, deux mots qui devaient, quelques années plus tard, faire fortune : il a écrit que la France avait besoin d'une « révolution nationale ». Il a été l'ami de Monzie, de Tardieu, de Caillaux, trois parmi les plus intelligents des hommes politiques, et tous les trois pacifistes comme lui. Mais il a été aussi l'ami de Mandel,

avec qui il déjeunait une fois par semaine, ce qui ne l'empêchait pas de dénoncer dans son journal les campagnes de Mandel, chef du clan belliciste.

Ce qui manque si souvent aux historiens, la psychologie des personnages, cette connaissance intime de leur caractère que seule peut donner une longue familiarité avec eux, Berl la possède comme personne. Rien de plus frappant à cet égard que le parallèle qu'il fait au début de son livre entre Mandel et Reynaud, l'homme qui ne s'aimait pas lui-même et l'homme pour qui tout est bonheur. Mandel, chez qui la passion politique compense beaucoup de satisfactions que la vie lui a refusées, et Reynaud, pour qui elle est le couronnement d'une existence à laquelle rien n'a manqué. Pourtant nous allons les retrouver l'un et l'autre à Bordeaux, désarmés, méconnaissables, irrésolus, alors qu'ils étaient la résolution même, commettant des erreurs indignes de leur grande intelligence.

Berl a un autre avantage, c'est qu'il est totalement dépourvu d'esprit partisan. Il ne rabaisse jamais l'adversaire. Bien souvent il a protesté contre les portraits tendancieux que nous offrent les historiens d'hommes célèbres, comme Robespierre, Napoléon III, Caillaux, qui nous empêchent de connaître la vérité. Personne n'a attaqué Mandel aussi vigoureusement que lui, dans les mois qui ont précédé la guerre. Mais personne ne l'a défendu mieux que lui, dans l'hommage émouvant qu'il lui rend ici, dénonçant la sottise de ceux qui attribuaient le bellicisme de Mandel à son judaïsme, alors qu'il provenait de ce nationalisme ardent,

dont Clemenceau lui avait donné l'exemple, et qui régnait d'ailleurs aussi dans sa famille, réfugiée d'Alsace après la guerre de 70 (ne soyons pas injustes, il s'est trouvé un autre défenseur de Mandel, c'est Léon Daudet, dans son beau livre *Paris vécu*, où il lui consacre une page vibrante).

Berl ne combat une position qu'en nous exposant d'abord les raisons de ceux qui la défendent. Les bellicistes, pour lui, n'étaient pas des gens qui aimaient la guerre, poussaient à la faire au nom d'intérêts particuliers, sans se soucier du bien commun : ils étaient persuadés que la guerre était inéluctable, et qu'on aurait plus de chances de la gagner en la déclarant le plus vite possible. À l'inverse, les pacifistes, dont Berl fait partie, ne sont pas des défaitistes, ne sont pas ceux qui choisissent « la paix à tout prix », ceux qui préfèrent « être bruns que morts ». Ils pensent que retarder la guerre permet de mieux la préparer et peut-être d'en dissuader l'adversaire.

Tous les deux savent qu'ils font un pari.

Les pacifistes ont perdu leur pari le 17 mars 1939, quand Hitler, avec le coup de Prague, a donné la preuve que sa volonté hégémonique était sans limites.

Les bellicistes ont perdu leur pari le 3 septembre 1939, quand, la guerre étant enfin déclarée, ils ont vu que notre armée était incapable de la faire et assistait, l'arme au pied, à l'occupation de la Pologne en trois semaines.

On comprend qu'avec cet esprit Berl soit revenu si souvent sur la négociation de Munich et n'ait jamais accepté les accusations de défaitisme portées

contre lui. Il aime l'Histoire, il constate qu'elle est pleine de mensonges et d'erreurs. Le temps les consolide au lieu de les dissiper. Aujourd'hui, «l'esprit de Munich», «le lâche soulagement de Munich», «la trahison de Munich» sont devenus des vérités officielles, et l'on a presque l'impression d'enfreindre un tabou en émettant un doute sur ces vérités.

Celui qui a la curiosité d'aller y voir de plus près est fort étonné de ce qu'il découvre.

Munich a été d'un bout à l'autre une affaire anglaise.

Les revendications allemandes sur la Tchécoslovaquie devenant de plus en plus bruyantes, le gouvernement britannique avait pris les choses en main. Il ne voulait pas entendre parler de guerre. Certes, les exigences d'Hitler étaient formulées de façon excessive, ses menaces étaient déplaisantes, mais, sur le fond, il n'avait pas tout à fait tort. Lord Runciman, envoyé en mission par le gouvernement de Sa Majesté, avait rapporté une conclusion très modérée, disant qu'on ne pourrait jamais régler la question des Sudètes et qu'il valait mieux inciter la Tchécoslovaquie à s'en séparer.

Telle était la position britannique. Chamberlain alla d'abord rencontrer le chancelier Hitler chez lui, à Berchtesgaden. Puis il y eut une seconde rencontre, celle-là plus officielle, à Bad-Godesberg, pour préparer les termes d'un accord.

Le président Daladier fut prié de se rendre à Munich, d'apposer sa signature et de s'en aller.

Le lendemain matin, Chamberlain et Hitler se

## DU MÊME AUTEUR

### *Aux Éditions Gallimard*

NASSER TEL QU'ON LE LOUE, coll. Idées n° 151, 1968.

EUROPE ET ASIE, coll. Idées n° 199, 1970.

HISTOIRE DE L'EUROPE, I. D'ATTILA À TAMERLAN, II. L'EUROPE CLASSIQUE, III. LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE, coll. La Suite des Temps, 1983.

SYLVIA, coll. L'Imaginaire n° 320, 1994.

INTERROGATOIRE PAR PATRICK MODIANO suivi d'IL FAIT BEAU, ALLONS AU CIMETIÈRE, coll. Témoins, 2003.

PRÉSENCE DES MORTS, coll. L'Imaginaire n° 594, 2010.

### *Chez d'autres éditeurs*

RACHEL ET AUTRES GRÂCES, Grasset, 1987.

MÉDITATIONS SUR UN AMOUR DÉFUNT, Grasset, 1992.

TANT QUE VOUS PENSEREZ À MOI (avec Jean d'Ormesson), Grasset, 1992, nouv. éd. 2003.

LA FRANCE IRRÉELLE, Grasset, 1996.

ESSAIS. Le temps, les idées et les hommes, Éditions de Fallois, 2007.

Emmanuel Berl  
La fin de la  
III<sup>e</sup> République



foliohistoire

# La fin de la III<sup>e</sup> République Emmanuel Berl

Cette édition électronique du livre  
*La fin de la III<sup>e</sup> République* d'Emmanuel Berl  
a été réalisée le 23 juillet 2013  
par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN : 9782070451845 - Numéro d'édition : 249836).

Code Sodis : N54809 - ISBN : 9782072485282

Numéro d'édition : 249837.